



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMIENS ENERGIES MOZART

80 Rue de la Vallée
80000 Amiens

Références : 2025-E20200
Code AIOT : 0005101900

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement AMIENS ENERGIES MOZART implanté Rue Mozart Pigeonnier 80000 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW.

Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMIENS ENERGIES MOZART
- Rue Mozart Pigeonnier 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101900
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMIENS ENERGIES exploite rue Mozart à Amiens des installations de combustion relevant du régime de l'autorisation par arrêté préfectoral du 12 octobre 1999 complété par arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2019 pour une puissance maximum autorisée de 48,91 MW. Ces installations ne fonctionnent pas toute l'année mais en fonction du besoin du réseau. Ces installations sont situées en zone urbaine, à proximité d'immeubles de grandes tailles dont un situé au Sud a été détruit.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Valeurs limite de rejets	Arrêté Préfectoral du 12/10/1999, article 41	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérification du classement	AP Complémentaire du 02/10/2019, article 2	Sans objet
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116	Sans objet
3	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8	Sans objet
4	Combustible biomasse b(v)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.9	Sans objet
5	Modification, extension	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-VI	Sans objet
6	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57	Sans objet
7	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article Art.58-III	
9	VLE Moteurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.60-III	Sans objet
10	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-I et VI	Sans objet
11	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-III	Sans objet
12	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63	Sans objet
14	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités à enjeu modéré ont été constatées lors de la visite d'inspection. Des actions correctives et des justificatifs complémentaires sont demandés à l'exploitant dans un délai de 3 mois à réception du présent rapport. En l'absence de transmission de ces justificatifs dans le délai imparti ou de justificatifs non satisfaisant, l'inspection des installations classées pourra proposer un arrêté de mise en demeure sur ces points au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification du classement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/10/2019, article 2				
Thème(s) : Actions nationales 2025, Classement en 2910				
Prescription contrôlée :				
N ° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime	
2910	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour	- 2 chaudières mixtes fonctionnant au gaz naturel de 9,66 MW de puissance unitaire - 2 chaudières mixtes fonctionnant au gaz naturel de 5,47 MW de puissance unitaire - 1 unité de cogénération fonctionnant au gaz	Enregistrement	

	<p>lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW</p>	<p>naturel de 18,65 MW</p> <p>Puissance thermique nominale de 48,91 MW</p>	
--	---	--	--

Constats :

Les installations présentes sur le site correspondent aux équipements recensés dans l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 2 octobre 2019. Le site est donc soumis à enregistrement pour la

préfectoral d'enregistrement du 2 octobre 2019. Le site est donc soumis à enregistrement pour la rubrique n° 2910.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;

[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations

classées.
Constats :
L'exploitant a complété son installation dans le registre MCP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8							
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1							
Prescription contrôlée : L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature. Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> - leur origine ; - leurs caractéristiques physico-chimiques ; - les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ; - l'identité du fournisseur ; - le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site. A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.							
Constats :							
Nom de l'appareil	N° de conduit	Type d'appareil	Puissance de l'appareil (MW)	Date de mise en service	Combustible utilisé	Système de traitement des fumées	Durée de fonctionnement annuel
Chaudière n°2	"Chateau d'eau"	Chaudière	9.66	1999	Gaz	/	Moins de 500h
Chaudière n°3	"Chateau d'eau"	Chaudière	9.66	1999	Gaz	/	Moins de 500h

e n°3	d'eau"	e					500h
Chaudière n°4	"Chateau d'eau"	Chaudière	5.47	1999	Gaz	/	Moins de 500h
Chaudière n°5	"Chateau d'eau"	Chaudière	5.47	1999	Gaz	/	Moins de 500h
Moteur de cogénération n°1	Cheminée cogénération n°1	Moteur	9.3	1999	Gaz	/	Moins de 500h
Moteur de cogénération n°1	Cheminée cogénération n°2	Moteur	9.3	1999	Gaz	/	Moins de 500h

L'exploitant n'alimente pas son installation avec les combustibles visés par la rubrique 2910-B.

L'inspection a indiqué à l'exploitant que, conformément à l'article 80 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, il a la possibilité de s'engager à faire fonctionner les appareils moins de 500 heures par an afin d'adapter les fréquences de mesures d'émissions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Combustible biomasse b(v)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Biomasse

Prescription contrôlée :

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux déchets répondant au b (v) de la définition de biomasse.

Lorsque les combustibles utilisés dans l'installation de combustion sont produits par l'exploitant de cette installation et sur le même site, les dispositions de la présente section ne sont pas applicables, sous réserve que l'installation de combustion ne soit pas située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement et dès lors que l'exploitant a justifié, en application de l'article L. 512-7-3 du code de l'environnement :

- l'élaboration de procédures internes permettant de garantir que les déchets de bois ainsi brûlés en interne sont correctement triés et ne sont pas traités. Ces procédures sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- par une étude technico-économique, le mode de traitement de ces déchets et les mesures

- par une étude technico-économique, le mode de traitement de ces déchets et les mesures compensatoires envisagées.
Constats : Les appareils fonctionnent au gaz naturel. La prescription ne s'applique pas au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modification, extension

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-VI
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE applicables
Prescription contrôlée : VI. - Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section applicables aux installations nouvelles à la date de la modification, s'appliquent à la partie modifiée ou étendue en cas de changement de combustible, de remplacement des appareils de combustion (chambre de combustion et brûleur) ou d'extension de l'installation.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'aucune modification ni extension n'a été réalisée sur les installations depuis 2018 et doivent donc appliquer les prescriptions relatives aux installations existantes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.

Constats :

L'inspection a vérifié les rapports de mesures des rejets atmosphériques pour 2023 et 2024 (réalisés par BUREAU VERITAS). Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène de 3 % pour les chaudières et de 15 % pour les moteurs de co-génération.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : VLE chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes – Ptotale>5MW – enregistrées avant 01/01/14 – A/C du 01/01/2025

Prescription contrôlée :

III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;

Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / **NO_x (mg/Nm³)** / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)

Gaz naturel, Biométhane

P ≥ 20 : - /100 (5)/ - / 100

(5)	Installation enregistrée avant le 1er novembre 2010	NO_x : 120
-----	--	-----------------------------

Constats :

Seule la concentration en NO_x est vérifiée pour cette prescription car la valeur limite d'émission de l'arrêté ministériel est plus contraignante que celle de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 1999.

L'inspection a vérifié les deux derniers rapport de mesures de l'installation :

- le 23 janvier 2023, l'exploitant a fait procédé à un contrôle des chaudières 4 et 5 par la société BUREAU VERITAS ; La concentration en NO_x est conforme;

- le 10 octobre 2024, l'exploitant a fait procédé à un contrôle des chaudières 3,4 et 5 par la société BUREAU VERITAS ; La concentration en NO_x est conforme.

Observation : les rapports de mesures indiquent que la concentration à respecter pour les NO_x

est de 150 mg/Nm³. Conformément à l'article 53-III de l'arrêté du 3 août 2018, la concentration maximale est de 120 mg/Nm³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limite de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/1999, article 41

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite de rejets

Prescription contrôlée :

Concentration maximale en mg/m3	Fonctionnement au gaz naturel
Poussières	5
SO2	35
NO2	225
CO	100

Constats :

La concentration en NO2 n'est pas vérifiée pour cette prescription car la valeur limite d'émission de l'arrêté ministériel est plus contraignante que celle de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 1999.

L'inspection a vérifié les deux derniers rapport de mesures de l'installation :

- le 23 janvier 2023, l'exploitant a fait procéder à un contrôle des chaudières 4 et 5 par la société BUREAU VERITAS ; La concentration en CO est conforme ;
- le 10 octobre 2024, l'exploitant a fait procéder à un contrôle des chaudières 3,4 et 5 par la société BUREAU VERITAS ; La concentration en CO est conforme.

Les concentrations en poussières et SO2 n'ont pas été analysées. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que ces paramètres ne sont pas pertinents car les installations consomment du gaz naturel.

Ces paramètres ont été analysés sur la chaudière 4 lors du dernier contrôle inopiné en 2022. Il en résulte que l'installation est émettrice de poussières et de SO2 mais les valeurs limites d'émissions sont respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit analyser la concentration en poussières et SO2 pour l'ensemble des chaudières. L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de mesure pour

l'année 2025 qui devra comprendre le contrôle des paramètres prescrits à l'article 41 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1999.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : VLE Moteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.60-III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Existante – Ptotale>5MW - > 500 h/an
Prescription contrôlée : III. -Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et : - de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ; Polluants : SO2 (mg/Nm3) / NOX (mg/Nm3) / Poussières (mg/Nm3) / CO (mg/Nm3) Gaz naturel, Biométhane : P ≥ 20 : - / 130 (4) / - / 100 (4)Installation utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur à double combustible en mode gaz) : NOX : 190
Constats : L'inspection a vérifié les deux derniers rapport de mesures de l'installation : - le 24 janvier 2022, l'exploitant a fait procéder à un contrôle des 2 moteurs de co-génération par la société BUREAU VERITAS ; Les concentrations en NOx et CO sont conformes ; - le 23 janvier 2023, l'exploitant a fait procéder à un contrôle des 2 moteurs de co-génération par la société BUREAU VERITAS ; La concentration en NOx est conforme et un faible dépassement est observé pour la concentration en CO : 103 mg/Nm3 (VLE : 100 mg/Nm3).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-I et VI
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE HAP
Prescription contrôlée : I. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010 de puissance supérieure ou égale à 20 MW, la valeur limite pour les HAP est 0,01 mg/Nm3. Pour les autres appareils de combustion, la valeur limite pour les HAP est de 0,1 mg/Nm3.

<p>VI. - [...]Les valeurs limites d'émission pour les métaux ne sont pas applicables aux installations consommant du fioul domestique, du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL. Les valeurs limites d'émission pour les COVNM, excepté le formaldéhyde pour les moteurs, et les HAP ne sont pas applicables aux installations consommant du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les appareils consomment du gaz naturel. La prescription ne s'applique pas au site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Autres VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE Hcl et HF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Pour les chaudières de puissance supérieure à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - HCl : 10 mg/Nm3 ; - HF : 5 mg/Nm3. <p>Ces valeurs peuvent être adaptées par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant montrant l'impossibilité d'atteindre ces valeurs en raison du combustible ou de la technologie de combustion utilisés, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les valeurs déterminées par le préfet ne dépassent en aucun cas 30 mg/Nm3 en HCl et 25 mg/Nm3 en HF.</p> <p>Pour les autres chaudières utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - HCl : 30 mg/Nm3 ; - HF : 25 mg/Nm3.
<p>Constats :</p> <p>Les appareils n'utilisent pas de combustible solide. La prescription ne s'applique pas au site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Système de traitement des fumées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Système de traitement des fumées.</p>

Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées à la présente section :

I. - L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif.

Cette procédure indique notamment la nécessité :

- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ;

- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.

II. - Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).

Constats :

L'exploitant a indiqué que les appareils ne disposent pas de dispositif secondaire de réduction des émissions. La prescription ne s'applique pas au site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire

Prescription contrôlée :

I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :
[...]

- une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ;

- **une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.**

II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.

III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.

Constats :

La puissance thermique nominale totale de l'installation est supérieure à 20 MW. Les mesures des émissions atmosphériques doivent donc être réalisées tous les ans.

Pour rappel, les chaudières 4 et 5 ont été contrôlées en 2023 et les chaudières 3, 4 et 5 ont été contrôlées en 2024. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il réalise les mesures des émissions atmosphériques uniquement sur les chaudières en fonctionnement lors du contrôle périodique.

Les moteurs de co-génération ont été contrôlés en 2022 et 2023. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le contrôle des valeurs limites d'émission n'a pas été réalisé en 2024 pour les moteurs de co-génération car il n'étaient pas en fonctionnement.

La fréquence des mesures des émissions atmosphériques n'est donc pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder annuellement au contrôle des valeurs limites d'émission pour l'ensemble des appareils de son installation. L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de mesure pour l'année 2025 conformément à l'article 76 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26

Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation des locaux

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés, de façon naturelle ou mécanique, pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. [...]

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple, l'utilisation de chapeaux est interdite).

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater que les locaux sont convenablement ventilés, de façon naturelle ou mécanique, pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

L'inspection n'a pas observé d'équipement impactant l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère.

Type de suites proposées : Sans suite